

Les « gauchistes orphelins »

Presse et pouvoir dans le Mozambique post-colonial (1975-1990)*

L'adhésion de la presse au projet socialiste du Parti Frelimo¹ instauré après l'indépendance nationale, en 1975, fut un acte volontaire. Pour comprendre cette adhésion, il faut remonter à la création de la revue *Tempo* et aux rapports que ses journalistes ont eus avec le Frelimo, alors mouvement de libération.

La présence croissante dans la presse de textes littéraires inspirés de la négritude, incitant de plus en plus à la révolte pour la libération des colonies, a eu comme effet le renforcement de la censure préalable au Mozambique. Consciente que cette incitation « au réveil des peuples opprimés » se poursuivrait sous des techniques littéraires bien camouflées, l'administration coloniale portugaise opéra une manœuvre en acquérant, en 1964, le journal modéré *Notícias*, un quotidien de Lourenço Marques² fondé en 1926, et en le transformant en instrument de sa propagande.

Pour se libérer de la censure patronale, cinq journalistes de *Notícias* (Ricardo Rangel, José Mota Lopes, Areosa Pena, Rui Cartaxana et Ribeiro Pacheco) quittèrent le journal en 1970 et constituèrent la *Sociedade de redactores* dans le but de publier un hebdomadaire, *Tempo*. Dépourvue de moyens financiers, la *Sociedade de redactores*, cessa d'exister le 4 février 1970 et devint une société anonyme, la *Tempográfica*, permettant ainsi l'entrée de nouveaux actionnaires. C'est ainsi que deux groupes se constituèrent au sein de l'entreprise de presse *Tempográfica*. Le premier composé par la rédaction pro-Frelimo, et le deuxième composé par une administration conservatrice proche des intérêts coloniaux³. Dès son premier numéro, la rédaction de la

* Cet article est tiré d'une étude plus vaste. Voir C. JONE, *Presse écrite et transition démocratique au Mozambique, 1990-2000*, mémoire de DEA en sciences de l'information et de la communication, sous la direction des professeurs Annie Lenoble-Bart et Michel Cahen, Centre d'études des Médias de l'Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, septembre 2004, 191 p.

1. Front de libération du Mozambique, mouvement armé constitué en 1962, qui conduisit la lutte de décolonisation et devint après l'indépendance une formation politique.
2. Ancienne désignation de Maputo, capitale du pays.
3. L'un des principaux actionnaires de *Tempográfica*, Augusto de Sá Alves, entretenait des relations privilégiées avec Jorge Jardim, homme d'affaires portugais qui avait des projets politiques pour le Mozambique, notamment une déclaration unilatérale d'indépendance de type « nouveau Brésil ». Jorge Jardim eut également une forte influence sur le GUMO

revue *Tempo* prit une position contestataire. On pouvait lire dans son éditorial :

« Nous sommes un petit groupe de professionnels de la presse, mécontents et frustrés par le paysage de l'information au Mozambique, un groupe qui s'est réuni pour faire un journal. Mais un journal qui informe et n'obstrue pas [...] un journal qui défend ce que nous pensons être l'intérêt de la majorité, même si cela doit être fait contre les intérêts de certains. En un mot, un journal seulement engagé pour le Mozambique et son avenir »⁴.

Dès l'année 1971, les journalistes de *Tempo*, notamment José Mota Lopes et Ricardo Rangel, maintinrent une relation confidentielle avec le Frelimo. Ils recevaient régulièrement à partir de la Suisse, selon Calane da Silva, ancien journaliste à *Tempo*, le bulletin de propagande du mouvement, *La voix de la révolution*⁵. Une partie des articles de ce bulletin était recueillie dans les zones libérées, à l'intérieur du pays, par des « journalistes » du mouvement.

Rapidement, un clivage apparut au sein de l'hebdomadaire *Tempo*, entre ceux qui soutenaient le Frelimo, soit la majorité des journalistes, et les opposants, dont la base était constituée d'actionnaires privés de la revue. La grande question idéologique entre ces opposants se posa lors du coup d'État du 25 avril 1974 au Portugal, question centrée sur l'avenir du Mozambique. Une partie des journalistes soutenait la position du Frelimo pour une indépendance immédiate et inconditionnelle du Mozambique, alors que l'autre, et surtout l'administration, s'opposa à cette idée et défendait le plan du général Spínola qui envisageait l'organisation d'un référendum sur l'indépendance du pays. Les deux positions divergentes furent soutenues par chaque groupe dans le même numéro de la revue *Tempo* du 28 juillet 1974. Il fallut le recours au vote pour que l'hebdomadaire prenne une position définitive. Selon Albino Magaia, ce suffrage fut remporté par les « radicaux » pro-Frelimo à une voix près. Dès lors, la revue *Tempo* afficha publiquement son positionnement pour l'indépendance du Mozambique et fut le premier média à mettre fin à l'envoi de son contenu à la commission de censure préalable⁶.

En septembre de la même année, José Mota Lopes, membre clandestin du Frelimo, fut le premier journaliste de la capitale à se rendre dans les zones libérées à l'intérieur du pays et au siège du mouvement en Tanzanie. À son retour, il publia pour la première fois, dans la presse mozambicaine, des interviews de Samora Machel et Joaquim Chissano, hauts responsables du mouvement. Ainsi, le Frelimo touchait ouvertement, pour la première fois, l'élite urbaine noire et blanche de la capitale. *Tempo* devint l'organe à travers lequel le Frelimo inversait l'image négative forgée par la propagande coloniale.

En septembre 1974, le Frelimo s'installa progressivement dans la capitale et se rendit compte que la presse qui le soutenait à ce moment-là était dominée par une élite blanche. Une grande partie de la direction du Frelimo

(*Grupo Unido de Moçambique*), une formation politique créée au Mozambique à la veille de la révolution du 25 avril au Portugal dans le but de contrer l'influence du Frelimo.

4. *Tempo*, 1, 1^{er} septembre 1970.

5. E. MACHIANA, *A Revista « Tempo » e a Revolução moçambicana : da mobilização popular ao problema da crítica na informação, 1974-1977*, Maputo, Promédia, 2002 : 61.

6. Entretien avec Albino Magaia, Maputo, août 2003. A. Magaia fut journaliste à *Tempo* et député de l'Assemblée Nationale. Actuellement il est administrateur représentant du gouvernement à la *Sociedade de Notícias*, groupe semi-privé, propriétaire du journal *Notícias*, le plus grand quotidien du Mozambique et des hebdomadaires *Domingo* et *Desafio*.

vivait alors dans un univers culturel différent de celui des jeunes intellectuels urbains, formés pour certains dans des universités étrangères, qui constituaient une classe sur-représentée dans les rédactions.

Selon Machado da Graça :

« Dès le début il n'y a pas eu de dialogue. Le gouvernement se méfiait de ces rédactions formées par des jeunes, avec une préparation académique élevée qui ne comportait aucun des aspects de la discipline militaire caractéristique des zones de combat, et connus pour vouloir faire une information critique et agissante. Et plus encore, comportant un pourcentage élevé de Blancs »⁷.

À l'arrivée du Frelimo à Lourenço Marques, au moment où toutes les indications donnaient comme probable le désengagement des nouvelles autorités portugaises, beaucoup de journalistes qui ne soutenaient pas la révolution mozambicaine partirent. Ceux qui restèrent étaient, dans leur majorité, fascinés par les idées marxistes et notamment maoïstes. Cette influence était née dans le contexte international des années 1950-1960, lorsque les pays africains qui accédaient à l'indépendance, sortaient de la domination coloniale directe des pays capitalistes. L'Union Soviétique et la Chine, en soutenant les mouvements libérateurs africains, créaient des conditions favorables de diffusion de leur idéologie parmi ces nouveaux États. Malgré l'interdiction des autorités coloniales, ces journalistes lisaient Karl Marx et regardaient des films comme *La Mère*. Cela semble expliquer leur inspiration ouvertement anticapitaliste, nourrie des idées du Parti communiste portugais ; ces idées circulaient déjà à l'université de Lourenço Marques, que certains journalistes de l'hebdomadaire *Tempo*, comme Miguéis Lopes Júnior, fréquentaient.

Comme l'affirme Paul Fauvet :

« Être marxiste, en 1975, n'avait rien d'étrange ou d'exotique. Le marxisme était devenu l'idéologie révolutionnaire dominante. Ceci n'était pas quelque chose d'imposé de l'extérieur aux journalistes résistants : cependant, c'était assumé de façon enthousiaste comme la théorie et la méthodologie qui aidaient à comprendre le monde. Aussi, aucun journaliste influent ne questionnait le monopartisme de l'État. Personne n'était contre l'affirmation selon laquelle le "monopartisme" était non seulement compatible avec la démocratie, mais encore que la "démocratie populaire" impliquait une amélioration qualitative par rapport à la "démocratie bourgeoise" »⁸.

Rien de cela n'était surprenant. Sous la domination coloniale, le Mozambique n'avait connu aucune forme de démocratie et les principales démocraties occidentales avaient tacitement soutenu les guerres coloniales du Portugal. Dans le paysage mozambicain de ces années 1974-1975, il était impossible de trouver des intellectuels qui admettaient avoir des points de vue libéraux ou sociaux-démocrates (encore moins de droite). En effet, « social-démocrate » était devenue un terme péjoratif⁹.

Tel était le positionnement intellectuel des journalistes qui se trouvaient dans les rédactions de la presse mozambicaine en 1974-1975. Une partie de ces journalistes, surtout de *Tempo*, essayèrent de s'identifier à la ligne idéologique du Parti Frelimo. Mais entre 1974 et 1977, le Frelimo n'avait pas

7. Machado da GRAÇA, « Liberdade de informação », in F. RIBEIRO & A. SOPA, *140 anos de imprensa em Moçambique*, Maputo, Amolp, 1996 : 178.

8. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso e a Revolução moçambicana*, Maputo, Ndjira, 2003 : 56.

9. *Ibid.*

d'orientation claire sur son idéologie. Cependant, la formation intellectuelle de ces journalistes leur permettait de faire des interprétations de ce qu'ils entendaient être le marxisme, la lutte de classes, l'anticapitalisme et le socialisme à construire. Ils étaient, selon Calane da Silva, à gauche du Parti Frelimo, d'où la désignation de « gauchistes ».

L'absence d'une idéologie claire entraîna des chocs entre la presse et le nouveau pouvoir. Une conférence nationale du Département d'information et de propagande (DIP) fut convoquée le 26 novembre 1975 à Macomia, région du nord du pays. Il s'agissait de clarifier la position du parti par rapport aux médias et à leur fonction dans l'avenir. Jorge Rebelo alors chef du DIP s'en prit aux « gauchistes » de *Tempo* et *Notícias* :

« Beaucoup d'entre nous, surtout dans la presse, sommes encore liés, de façon consciente ou non, au système capitaliste, où les journaux sont une propriété privée, une source de bénéfices, pour fournir l'information aux riches sur des sujets qui intéressent seulement les riches [...]. Il y a aussi, dans une certaine presse, des attitudes qui vont de la confusion idéologique à l'opportunisme le plus effronté, qui suscitent un radicalisme de petit-bourgeois et d'ultra-gauche qui n'a rien à voir avec la réalité de notre peuple et de notre révolution »¹⁰.

En effet, les deux grands titres de l'époque, *Tempo* et *Notícias* étaient des journaux privés.

Entre 1974 et 1976, on trouve au quotidien *Notícias* les journalistes Miguéis Lopes Júnior, Machado da Graça, Ricardo Timane et Fernando Lima, comme représentants du courant « gauchiste ». À *Tempo*, entre 1974 et 1979, seuls Carlos Cardoso, Mia Couto, Alves Gomes, Calane da Silva, José Catorze et Ricardo Rangel intègrent ce courant. D'autres journalistes de *Tempo*, comme José Mota Lopes, Albino Magaia, Kok Nam et Maria de Lurdes Torcato – même s'ils n'allaient pas jusqu'à la radicalisation de leurs positions – n'échappaient pas à l'influence des « gauchistes ». Ricardo Timane, comme Carlos Cardoso, avaient fait leurs études universitaires en Afrique du Sud et y avaient acquis leurs tendances « gauchistes » dans le contexte des manifestations contre l'apartheid.

Comme le rappelle Leite de Vasconcelos, pendant la lutte de libération, le journaliste était également guerrier, mobilisateur et activiste¹¹. Et José Luís Cabaço, militant du Frelimo et ancien ministre de l'Information, ajoute que « l'information dans la lutte de libération avait un caractère fondamentalement opératoire, militaire, politique et par conséquent, fonctionnel dans un contexte de combat »¹². Dès l'indépendance, le Frelimo s'assura le contrôle des médias et imposa sa conception opérationnelle militaire à l'information : une presse révolutionnaire au service du peuple tel qu'imaginé par le Frelimo. Samora Machel, alors président de la République, entendait, en 1975, la révolution comme « la lutte des classes ouvrières pour renverser l'ordre ancien »¹³.

En effet, le Parti Frelimo avait besoin d'imposer un nouveau système politique : le projet de nation, discours emprunté à l'idéologie socialiste, un État qui joue un rôle central dans l'économie et l'organisation sociale. Cette

10. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso...*, op. cit. : 59.

11. Leite de VASCONCELOS, « Algumas reflexões sobre a imprensa pós-independência », in *140 anos...*, op. cit. : 141.

12. Machado da GRAÇA, « Liberdade de Informação », op. cit. : 177.

13. Selon P. FAUVET, « O novo mundo está a ser construído » in *Carlos Cardoso...*, op. cit. : 57.

nouvelle élite du Frelimo porteuse de la modernité avait « besoin de créer un État fort, lieu de sa reproduction sociale, moyen de création rapide d'une nation moderne de type européen et jacobin, négateur de l'ethnicité »¹⁴. Dans la conception du parti unique, la presse serait l'instrument par lequel les arguments de légitimation de ce projet politique seraient diffusés. Selon Leite de Vasconcelos cette conception obligea un État pauvre à supporter des dépenses considérables pour maintenir et développer un système national d'information d'une dimension dont seulement un petit nombre de pays africains avaient les moyens¹⁵.

C'est ainsi que le gouvernement créa en 1980 l'AIM (*Agência de Informação de Moçambique*), dont la majorité des cadres venait du journal *A Tribuna*, qui, comme *Tempo*, était pro-Frelimo. *A Tribuna* fournit deux plumes à l'AIM : Mia Couto et Luís Carlos Patraquim.

L'intervention du parti dans les médias n'était pas bien accueillie chez les « gauchistes » qui voyaient dans l'indépendance une opportunité de faire une information libre. De son côté, le DIP du parti était persuadé que les intellectuels « gauchistes » ne suivaient pas la voie imposée par le Frelimo dans les médias.

En effet, Les « gauchistes » ne restaient pas indifférents aux dérives des autorités. *Notícias* et *Tempo* remplissaient leurs pages de textes critiques contre l'anarchie, l'abus et le gaspillage que certains dirigeants du parti pratiquaient. En réaction, Jorge Rebelo, souvent appelé l'idéologue marxiste du Frelimo, alors ministre de l'Information, entama en 1976 une « purification des filières » contre les « gauchistes » au sein de *Notícias* :

« Un jour, le ministre de l'Information a convoqué une réunion générale avec les fonctionnaires de l'entreprise et, sans s'être coordonné avec la direction du journal, a adressé au *Notícias* de violentes attaques, à la rédaction et à la direction du journal, avec des accusations extrêmement graves, sur les journalistes "au service de l'ennemi" et autres accusations du même genre. La réunion s'est terminée par la démission du directeur Pereira Coutinho et son remplacement par Arlindo Lopes, qui était secrétaire de la structure interne du parti au sein du journal. La purification des filières fut immédiate et, au bout d'environ un mois, plus de vingt journalistes qualifiés avaient quitté le journal »¹⁶.

L'intervention au *Notícias* vint conforter le « journalisme révolutionnaire » (i.e. fidèle à la ligne) dans la presse locale. Non seulement les autres journaux restèrent passifs face à cette intervention mais ils essayèrent de complaire aux autorités en devenant des instruments de mobilisation de la propagande de l'idéologie révolutionnaire du Frelimo. La presse, surtout *Tempo*, participa au projet de « socialisation », en appelant le peuple à s'organiser en villages communaux et en coopératives agricoles. Les discours de Samora Machel, premier président de la République indépendante, furent reproduits intégralement dans leurs pages, et les mots d'ordre du parti comme « *Viva a Aliança Operário Camponesa* », « *A Luta Continua* », « *Abaixo o Tribalismo* » inondèrent la revue. Du côté de *Notícias*, la première page fut quasi exclusivement réservée aux événements concernant

14. M. CAHEN, « Une Afrique lusophone libérale ? La fin des premières Républiques », in « Transitions libérales en Afrique lusophone », *Lusotopie 1995* (Karthala) : 89.

15. Leite de VASCONCELOS, *op. cit.* : 142.

16. Machado da GRAÇA, *op. cit.* : 179.

le Président de la République, notamment la réception d'ambassadeurs accrédités dans le pays.

L'heure des « gauchistes »

Le noyau des conseillers du président Samora Machel allait cependant vite s'apercevoir de la capacité intellectuelle des journalistes de *Tempo*. Cela fut facilité par le fait qu'il y avait dans le bureau présidentiel deux anciens journalistes : Luis Bernardo Honwana et Aquino de Bragança. Ce dernier était un universitaire, responsable du Centre d'études africaines à l'université de Maputo :

« Aquino était toujours prêt à partager ses connaissances. Les journalistes fréquentaient ses cours à l'université et il les recevait chez lui. Parmi ces journalistes, se trouvait Carlos Cardoso, pour qui Aquino avait beaucoup de considération »¹⁷.

Aquino de Bragança, un anticolonialiste goanais, était devenu spécialiste des mouvements de libération africains, car il avait accompagné l'évolution de ces mouvements et côtoyé des leaders comme Ben Bella, Amílcar Cabral, Agostinho Neto et Mário de Andrade. De son côté, Carlos Cardoso avait fréquenté, sans le terminer, le cours de sciences politiques et participait aux mouvements de contestation de l'apartheid, pendant les dix ans qu'il avait passés en Afrique du Sud. Cette expérience avait influencé C. Cardoso dans ses convictions de gauche. Selon Albino Magaia, C. Cardoso avait des convictions marxistes et les interprétait clairement pour le reste de la rédaction ; c'était un vrai connaisseur de la philosophie marxiste¹⁸. Cela peut expliquer pourquoi C. Cardoso et Aquino de Bragança devinrent proches.

Aux côtés du Président, il y avait encore deux intellectuels, Sérgio Vieira, ancien secrétaire d'Eduardo Mondlane¹⁹ et Fernando Honwana, qui venaient de rentrer au pays à la fin d'une formation supérieure à l'université de York en Angleterre. Personnage disponibles pour le débat, ils prenaient la précaution de discuter des problèmes du pays avec les journalistes de *Tempo*.

À cette époque, le noyau de journalistes de *Tempo* était de loin le plus consistant en terme de cadres, capables de faire une lecture politique du monde, même si cela n'était pas apprécié par le parti. C'est exactement ce qui arriva en 1979, pendant la réunion extraordinaire du conseil de coordination du Mouvement des pays non-alignés tenue à Maputo. La revue *Tempo* sortit un numéro qui critiquait la participation à cette réunion du régime cambodgien renversé de Pol Pot et jugeait incompréhensible la présence dans le Mouvement du régime dictatorial militaire de

17. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso...*, op. cit. : 60.

18. Entretien avec A. Magaia, op. cit.

19. Premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane est né dans la province de Gaza au sud du Mozambique. Il a fait ses études primaires grâce à l'appui des missionnaires suisses et américains des Églises presbytérienne et méthodiste. À Lourenço Marques, Mondlane fit partie des divers groupes nationalistes d'étudiants avant de gagner l'Afrique du Sud où il continua ses études universitaires. Poursuivi pour ses activités nationalistes, Mondlane partit aux États-Unis où il étudia les sciences sociales et l'anthropologie dans les universités d'Obertin et de Nordeste. En 1961 il fit une visite au Mozambique en tant que chercheur pour les Nations unies et établit des contacts clandestins avec les mouvements nationalistes en militant pour leur unité.

l'Argentine²⁰. La revue fut retirée à la vente, la direction destituée et certains journalistes transférés dans d'autres organes de presse. Depuis deux ans déjà, le Frelimo avait choisi une orientation marxiste-léniniste, donc, pour les « gauchistes » de *Tempo*, ces attaques étaient légitimes. Tel ne fut pas le point de vue du parti et le premier choc idéologique se produisit entre les deux parties. Miguéis Lopes Júnior, journaliste « gauchiste », auteur des articles critiques, en désaccord, alla jusqu'à abandonner la revue *Tempo* pour le quotidien *Notícias*.

Mia Couto, âgée seulement de 24 ans, devint le nouveau directeur de *Tempo* à la place d'Alves Gomes qui venait d'être démis de ses fonctions. Carlos Cardoso fut transféré à *Rádio Moçambique*. Le DIP se méfiait des « gauchistes » et essayait de les disperser en divers journaux. Ainsi le noyau qui avait quitté le *Notícias* en 1976 alla rejoindre *Domingo*, un hebdomadaire récemment créé (1981). Le DIP appela Ricardo Rangel, jusqu'alors à *Tempo* pour en assurer la direction. Machado da Graça fut envoyé à *Rádio Moçambique*. Miguéis Lopes Júnior, devenu chef adjoint de la rédaction du quotidien *Notícias*, fut suspendu de ses fonctions pour avoir publié dans le journal une BD illustrant le Manifeste communiste. La suspension dura longtemps et Miguéis Lopes Júnior, interprétant cela comme une « poursuite », finit par quitter le pays.

En 1980, Carlos Cardoso fut nommé chef de la rédaction de l'AIM. Fernando Lima, « gauchiste » qui avait quitté le quotidien *Notícias* lors de la « purification des filières » en 1976, fut promu au poste de chef adjoint de la rédaction. Il n'y avait aucun directeur, donc la rédaction était la structure supérieure. À l'AIM, C. Cardoso rencontra Ian Christie, un journaliste écossais proche du Frelimo (encore mouvement de libération) dès 1970 en Tanzanie, devenu après l'indépendance responsable du service en langue anglaise de *Rádio Moçambique*. Il y avait recruté Paul Fauvet, un journaliste anglais membre du Parti communiste britannique. P. Fauvet devint, quelques années après, correspondant de l'AFP au Mozambique. Fernando Gonçalves, Maria de Lurdes Torcato et Leite de Vasconcelos (ce dernier représentant de la gauche à *Radio Moçambique*) allaient se retrouver aussi dans l'agence. Un nouveau pôle « gauchiste » se reconstitua avec l'arrivée de Joseph Hanlon, correspondant de la BBC au Mozambique, un journaliste aux convictions de gauche qui devint proche de l'équipe d'AIM.

En 1977, le pays souffrit de sa position géopolitique défavorable, pris d'un côté par le régime minoritaire de Ian Smith en Rhodésie du Sud et de l'autre côté par le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Les deux pays visaient alors la destruction du Frelimo dans le but de décourager leur propre majorité noire de s'engager sur le chemin de la rébellion armée²¹. En effet, certains colons portugais qui n'avaient pas apprécié l'arrivée du Frelimo au pouvoir, s'étaient « exilés » en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud. Avec leur collaboration, le régime rhodésien créa à l'intérieur du Mozambique un groupe militaire qui commença ses opérations dans le centre du pays. Ce groupe était composé de dissidents du Frelimo et de

20. Entretien avec Albino Magaia. Pour plus de détails, voir P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso e a Revolução moçambicana*, Maputo, Ndjira, 2003 : 97-98.

21. V. BRITTAIN & K. WATKINS, « La souveraineté menacée des États de l'Afrique australe : impossible réconciliation en Angola et au Mozambique », *Le Monde diplomatique*, février 1994 : 26.

quelques rescapés des camps de rééducation. Mais sa base sociale était constituée par ce que Michel Cahen appelle la « coalition de marginalisés », c'est-à-dire un segment de population majoritairement rurale privé par le projet de modernisation autoritaire du Frelimo de toute expression de ses rapports sociaux originaux (cultures et ethnicités locales, chefferies traditionnelles). Réprimant les religions et rites animistes, le Frelimo obligeait cette population à se regrouper en villages communaux pour y créer « l'homme nouveau »²². Ce « corps social guerrier »²³ se fit connaître d'abord sous le sigle MNR (Mouvement national de résistance) puis devint la Renamo (Résistance nationale mozambicaine).

Avec l'indépendance du Zimbabwe en 1980, pour laquelle le président Samora Machel s'était beaucoup investi, le MNR passa sous contrôle des services secrets sud-africains. Les années suivantes, les actions du MNR s'intensifièrent tandis que la force aérienne sud-africaine lançait des raids sur le territoire mozambicain sous le prétexte de poursuite des membres de l'ANC (*African National Congress*). Magnus Malan, le chef d'État-major des forces sud-africaines donnait sa version des faits dans les principaux journaux de son pays. Simultanément, le MNR multipliait ses communiqués dans la presse portugaise. Face à cette avalanche de « désinformation », le gouvernement mozambicain trouva dans l'AIM le pôle d'information nécessaire pour organiser la contre-offensive. C'est l'AIM qui institua le terme « bandits armés » pour désigner le MNR. Selon Carlos Cardoso,

« qualifier [les combattants du] MNR de "guerriers" serait une insulte pour les vraies armées de guérilla. [...] le terme "rebelles" ne convenait pas non plus parce qu'il est neutre et n'est pas suffisamment clair pour décrire la nature de l'organisation et de ses actions » [devant la communauté internationale]²⁴.

Le président Samora Machel se rapprocha alors des journalistes « gauchistes ». Il allait jusqu'à les recevoir dans son bureau pour faire l'analyse des événements intérieurs et régionaux. Une complicité s'installa entre les « gauchistes » et le bureau présidentiel. Privilégiés, les « gauchistes » étaient devenus une sorte d'élite dans leur catégorie, des conseillers allant jusqu'à participer à la conception et rédaction des discours présidentiels. Privilégiés encore, en terme de couverture des cérémonies et des voyages présidentiels.

Les journalistes de l'AIM partageaient effectivement une grande partie de l'engagement du président Samora Machel. Parmi eux se trouvaient Carlos Cardoso, Fernando Lima, Leite de Vasconcelos, Ian Christie, Paul Fauvet, Mia Couto (à cette époque directeur du quotidien *Notícias* et de l'hebdomadaire *Domingo*, qui n'étaient alors qu'une seule et même entreprise), Alves Gomes et Sol de Carvalho. Ces deux derniers étaient extérieurs à l'AIM. Comme l'affirme Albino Magaia, si les autres journalistes fréquentaient moins le cercle présidentiel, il n'empêche qu'ils avaient une grande admiration pour « Samora ». Parmi eux, se trouvaient, Leite de

22. M. CAHEN, *Les Bandits : Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 2002 : 4-5. Cette modernisation autoritaire du Frelimo visait également à combattre toute forme de légitimité politique susceptible d'être hors de son contrôle. Ainsi, le pouvoir religieux et spirituel des leaders traditionnels fut combattu sous l'argument d'obscurantisme.

23. En utilisant ce concept Michel Cahen a voulu exprimer que la Renamo n'était ni un groupe mercenaire à la soldé des intérêts externes ni un parti politique.

24. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso...*, op. cit. : 127.

Vasconcelos, Ricardo Rangel, Manuel Tomé (devenu quelques années plus tard secrétaire général du Parti Frelimo), Machado da Graça, Maria de Lurdes Torcato, Fernando Gonçalves et Albino Magaia²⁵. La relation entre les « gauchistes » et le pouvoir n'était pas pour autant pacifique et la méfiance de certains cercles du Frelimo envers les « gauchistes » n'avait pas disparu. Par exemple, Carlos Cardoso fut détenu en novembre 1982 pour avoir publié un article sur la libération par la Renamo, au Malawi, des otages bulgares séquestrés au Mozambique.

Le dévouement de ces professionnels fit de l'AIM l'une des agences les plus respectées d'Afrique pendant la décennie 1980-1990. Cardoso était devenu un analyste très attentif de la politique de déstabilisation régionale menée par le régime d'apartheid. Il alla jusqu'à désapprouver publiquement, dans une réunion du parti dirigée par Samora Machel, l'idée de la signature d'un accord avec le régime sud-africain²⁶. Selon Graça Machel, la veuve de Samora, cette frontalité lui acquit cependant la reconnaissance de la part du Président de la République²⁷.

Au début des années 1980, en pleine Guerre froide, les dirigeants politiques du Frelimo essayaient d'isoler la Renamo en faisant de leurs ennemis des amis. La diplomatie mozambicaine se rapprocha alors du Portugal, du Royaume-Uni, des États-Unis et finalement de l'ennemi par excellence l'Afrique du Sud.

Ce réalisme de Samora Machel tenait compte du fait que la guerre était une impasse pour le développement et que la politique « socialiste » confrontée à des contextes internes, régionaux et internationaux s'achevait par un constat d'échec. « On ne choisit pas nos voisins », disait le Président, convaincu de l'importance d'une solution politique au conflit. L'accord de non-agression et de bon voisinage fut signé le 16 mars 1984 sur les bords de la rivière Incomati, frontalière des deux pays. Le Mozambique cherchait à obtenir la fin du financement de la guérilla par le régime d'apartheid. En échange, il s'engageait à ne plus accueillir de guérilleros de l'*African National Congress*, le parti de Nelson Mandela, sur son territoire.

Les « gauchistes » orphelins

Comme Carlos Cardoso le craignait, le gouvernement sud-africain ne tint pas ses promesses. Les rapports entre les deux pays ne s'améliorèrent pas et, face à d'intenses accusations de la part du général Magnus Malan contre les autorités de Maputo, le Président réunit, le 11 octobre 1986, son équipe habituelle de journalistes dans son bureau. Cardoso fit remarquer au Président qu'il pourrait être une cible probable de l'apartheid. Quatre jours plus tard, il écrivit un article « Machel : une cible probable ». L'article fut considéré par la corporation journalistique comme spéculatif et trop alarmiste. Aucune rédaction n'accepta sa publication. Mais le 19 octobre,

25. Entretien avec Albino Magaia, Maputo, août 2003.

26. *Ibid.*

27. Voir l'hommage de Graça Machel à Carlos Cardoso et à Siba-Siba Macuacua - ce dernier dirigeait l'une des principales banques du pays, le *Banco popular de desenvolvimento* - tous deux assassinés alors qu'ils enquêtaient sur la fraude dans la banque au Mozambique, *Metical*, 1057, 22 août 2001.

l'avion présidentiel s'écrasa à Mbuzini, en territoire sud-africain. Le président Samora Machel et trente-trois autres personnes, dont certaines très chères aux journalistes de l'AIM, comme Aquino de Bragança, Fernando Honwana et Muradali Mamadhusen, directeur de *Tempo* en 1976 et 1977, périrent dans cet accident. Et c'est ainsi que l'article « prémonitoire » de Cardoso fut publié à *Tempo* après l'accident de Mbuzini²⁸.

Joaquim Chissano, alors ministre des Affaires étrangères, fut nommé par le bureau politique du Frelimo, Président de la République. Il mit en œuvre le virage initié par son prédécesseur. Déjà en 1984, le pays, au bord de la faillite, avait adhéré au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Trois ans après, en 1987, le pays lança le Programme de réajustement structurel et libéralisa le marché.

En terme politique, l'abandon de l'orientation marxiste-léniniste se confirma. Le rapprochement avec l'Occident devint fondamental. L'AIM bénéficia encore de la couverture du conflit en Angola, avec une nouvelle intervention des forces cubaines et sud-africaines, pour rester une source incontournable. Plusieurs sujets de caractère international écrits par les journalistes « gauchistes » d'AIM, furent refusés par la presse locale sous prétexte qu'il n'était pas convenable d'attaquer l'Occident alors que l'on cherchait à s'en rapprocher et que le pays en était de plus en plus dépendant²⁹. Politiquement, certains journalistes de l'AIM se sentirent dépassés, devant cette transformation idéologique du parti. Ainsi, Armindo Chavana, journaliste, directeur de programmes à la *Televisão de Moçambique* (TVM) et membre de l'administration du groupe de presse *Mediacoop-jornalistas associados*, considère que les « gauchistes » étaient devenus « orphelins » de l'idéologie socialiste et du bureau de Samora Machel³⁰.

Le nouvel exécutif de Maputo n'était plus proche des journalistes d'AIM. Désormais, c'est la nouvelle génération de journalistes post-indépendance qui composait la délégation présidentielle pendant les cérémonies et les voyages d'État. Cette nouvelle génération, composée essentiellement de Noirs, occupait de plus en plus les postes de direction des rédactions de la presse. Felizardo Massimbe, ancien éditeur à la rédaction de la TVM, est persuadé que le nouveau ministre de l'Information, Teodato Hunguana, mit en place une politique délibérée de promotion de cette nouvelle génération de journalistes³¹.

Dans l'hommage à Carlos Cardoso, après sa brutale disparition en novembre 2000, Mia Couto confirma le sentiment d'être orphelins vécu par les « gauchistes » :

« Au cours des dernières années, Cardoso a avoué regretter et être solidaire de celui qu'il avait projeté comme l'idéal - Samora Moisés Machel. Il avait surtout le regret d'une utopie dans laquelle nous songions être maîtres de

28. Voir *Tempo*, 2 novembre 1986.

29. En effet l'Ambassade américaine à Maputo se plaignait auprès du ministère des Affaires étrangères et de du ministère de l'Information des articles des journalistes « gauchistes » condamnant l'invasion américaine à Granade et les interventions au Panama et au Nicaragua. D'où l'ordre du gouvernement adressé aux rédactions de la presse de refuser toute publication d'articles condamnant l'Occident. L'influence américaine sur les affaires internes fut telle que l'Ambassadrice Melissa Wells se chargea de réécrire le chapitre concernant les droits et libertés individuelles de l'avant projet de la Constitution de 1990.

30. Entretien avec Armindo Chavana, Maputo, septembre 2003.

31. Entretien avec Felizardo Massimbe, Maputo, septembre 2003.

nous-mêmes, sans avoir à mendier au monde les miettes de notre survie »³².

Cependant, la transformation idéologique du parti ne signifia pourtant pas la fin de la mainmise du pouvoir sur les médias. José Catorze fut renvoyé, en 1989, de la direction du quotidien *Notícias*, accusé d'« anticommunisme primaire » pour avoir consacré une analyse à l'effondrement des pays de l'Est. Dans son article, José Catorze considérait le virage idéologique du pouvoir en place comme la fin d'une mascarade en rappelant combien était insignifiant et solitaire le vote du Mozambique aux Nations Unies visant à éviter la condamnation internationale de l'invasion soviétique en Afghanistan. Calane da Silva, un autre « gauchiste », fut invité à démissionner, la même année, de la direction de la TVM, accusé, suite à des couvertures journalistiques sur la vague de grèves de la fonction publique, d'être un anarchiste libéral d'information...

De la désillusion à la lutte pour la restitution de la parole libérée

À la fin des années 1980, la guerre se propagea et eut pour conséquence le renforcement du contrôle étatique sur les médias, surtout sur le plan éditorial. Les instructions du DIP furent plus que jamais obligatoires :

« La publication immédiate par les journalistes d'une critique constitue, dans la pratique, une attaque contre le Parti et l'État. [Le journaliste] étant, avant tout, un citoyen et ayant les mêmes devoirs qu'un membre du Parti, la procédure la plus correcte est de communiquer les erreurs et les dérapages constatés à la structure compétente du Parti ou de l'État. En agissant de cette façon, la publication de la critique sera suivie d'orientations prises par le Parti ou par l'État afin de résoudre le problème. Ainsi, la critique devient constructive et éducative pour les masses et on évite qu'elle soit réappropriée par l'ennemi contre le pouvoir populaire »³³.

Cependant, les journalistes qui essayèrent de suivre ces orientations, non seulement ne reçurent pas la version officielle des faits, mais furent accusés de vouloir détruire les conquêtes populaires. Et la liste des instructions ne se restreignait pas à eux :

« L'écrivain professionnel doit se subordonner à la discipline et à l'orientation du Frelimo en ce qui concerne le contenu et la forme de ses écrits »³⁴.

Le contrôle des médias et de tous les moyens de diffusion de la connaissance retarda la compréhension de la guerre civile au Mozambique. D'autant qu'il y avait une sorte d'utilisation des milieux scientifiques par le pouvoir pour forger un discours partisan. On peut mentionner à ce sujet la nomination de Sérgio Vieira, ancien ministre de l'Agriculture et de la Sécurité intérieure au poste de directeur du Centre d'études africaines, la plus

32. *Mediafax*, 2156 du 27 novembre 2000. Carlos Cardoso avait quitté l'AIM en août 1990 et avait rejoint la coopérative *Mediacoop-jornalistas associados*, premier groupe de presse indépendante au Mozambique. Carlos Cardoso y devint éditeur du journal *via fax*, *Mediafax*. En 1997 il abandonna la coopérative et fonda *Metical* un autre journal diffusé *via fax* dont il fut simultanément propriétaire et éditeur. C'est dans ce journal qu'il dénonça des affaires douteuses, notamment la fraude bancaire. Le 22 novembre 2000, Carlos Cardoso fut assassiné à Maputo alors qu'il quittait les installations de son journal. Une biographie de ce journaliste « gauchiste » peut être trouvée dans P. FAUVET & M. MOSSE, *É proibido pôr algemas nas palavras, Carlos Cardoso e a Revolução Moçambicana*, Maputo, Ndjira, 2003, 454 p. (voir le compte rendu de cet ouvrage dans la chronique des lectures, p. 419).

33. Extrait du document final du 1^{er} Séminaire national de l'information, 1978. Document disponible au Bureau de l'information publique à Maputo.

34. *Ibid.*

importante institution de recherche en sciences sociales de l'université de Maputo³⁵. Si, au début, la guérilla avait été une création externe, elle avait acquis au milieu des années 1980 une autonomie organisationnelle à l'égard de la droite militaire sud-africaine. En même temps, la multiplication des erreurs du Frelimo poussait à l'adhésion des populations rurales à la guérilla. Ces dérapages étaient en grande partie dus à la politique sociale des villages communaux qui consistait à

« déplacer massivement les chefs lignagers, les membres de leurs lignages et de leurs chefferies, obligés d'abandonner leurs anciennes habitations et leurs enclos à bestiaux (incendiés), leurs terres, leurs cultures et une bonne partie de leurs récoltes, leurs arbres et leurs cimetières, pour aller s'établir au village communautaire local »³⁶.

Le Frelimo marginalisa ainsi les chefferies lignagères en les soumettant à l'autorité des nouveaux administrateurs politiques, que la chefferie traditionnelle percevait « comme des imposteurs »³⁷. Beaucoup de ces chefs lignagers, avec leurs peuples, s'allièrent alors à la Renamo, constituant ainsi une base d'appui considérable étant donné que 80 % de la population mozambicaine vivaient dans les zones rurales.

La période 1984-1985 fut une époque où la désillusion remplaça l'espoir des années euphoriques post-indépendance. Le discours officiel était de plus en plus décalé de la réalité et les premières critiques des journalistes-écrivains firent leur apparition dans des pages littéraires. Luís Carlos Patraquim écrivit en 1985 dans la *Gazeta de Artes e Letras*, la rubrique littéraire de la revue *Tempo* qu'il dirigeait à l'époque, qu'« entre le pays réel et le pays fictif, le corps de la littérature balance ». Suite à cette critique, il fut accusé de tenir un discours contre-révolutionnaire, et même, d'appartenir à la Renamo³⁸. Des accusations du même type avaient également été adressées quelques années auparavant à un autre journaliste, Rui Zunguze, suite à des critiques sur la politique sociale du pouvoir. Il fut assassiné en pleine gare centrale de la capitale, quelques jours après la publication de ses articles dans la revue *Tempo*. Inquiet, Patraquim quitta le pays un an plus tard, s'établissant au Portugal.

À cette époque, la guérilla de la Renamo renforça sa propagande politique *via* la radio. Désormais la guerre se fit aussi au niveau de la presse : d'un côté la presse étatique et de l'autre *A Voz da Renamo*, « la voix de la Renamo », la radio de la guérilla. Le renforcement de la propagande politique eut comme conséquence la dégradation de la crédibilité des médias nationaux auprès de leur public.

Un nouveau phénomène apparut en conséquence. La population s'intéressa de plus en plus à la presse étrangère afin de mieux s'informer sur ce qui se passait dans le pays. En effet, la censure dans les médias étatiques signifiait concrètement des interférences, dans les décisions éditoriales, d'une partie des organes gouvernementaux. Un collège de rédacteurs se

35. Sur cette relation étroite entre le pouvoir et les chercheurs du Centre d'études africaines voir C. GEFFRAY, « Fragments d'un discours du pouvoir 1975-1985 : du bon usage d'une méconnaissance scientifique », in *Politique africaine* (Karthala), 29, Paris, mars 1988 : 71-85.

36. C. GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 : 50.

37. *Ibid.*

38. Témoignage recueilli par G. CABANES, *Le discours politique du Frelimo et de la Renamo à travers la presse écrite au Mozambique 1992-1994*, maîtrise en histoire, Université Paris VII, 1997 : 102-103.

réunissait chaque semaine au ministère de l'Information afin, entre autres objectifs, de recevoir des orientations du pouvoir en place. Dans la presse étatique, le fait d'être dirigé par des membres du parti au pouvoir entraînait en pratique l'autocensure des journalistes craignant d'être poursuivis.

En 1989, des rumeurs faisant état de la préparation d'un document sur la régulation des médias par le parti, circulèrent dans la profession journalistique. La nouvelle fut mal « digérée » par les journalistes, qui trouvaient que le DIP allait encore donner des orientations à la presse. Or, dans le nouveau contexte qui prenait forme, les journalistes libéraux, lesdits « gauchistes », n'étaient plus prêts à subir de telles orientations partisans.

C'est alors que les journalistes, notamment les libéraux qui se sentaient marginalisés par le pouvoir, décidèrent de ne plus subir d'orientations mais à l'inverse, de faire une proposition de loi au Parti. L'idée de révolte contre la pression institutionnelle était mise en pratique. Carlos Cardoso, Albino Magaia, Leite de Vasconcelos, Fernando Lima et Ricardo Rangel avaient constaté l'absence du « droit du peuple à l'information » dans le projet de débat de la nouvelle Constitution.

En février 1990, ils élaborèrent un document dans lequel ils dénonçaient les atteintes à la liberté de la presse :

« Nous considérons qu'il est indispensable d'élaborer une loi sur la presse basée sur les principes établis par la Constitution.

Nous considérons aussi que l'information doit avoir un rôle important dans le débat public sur la révision de la Constitution, de façon à refléter de manière objective le contenu de ce débat et le contexte social, politique, économique et culturel dans lequel se fait la révision.

Dans ce sens et parce que nous considérons qu'il existe actuellement de graves problèmes qui constituent une contrainte à l'efficacité et à la crédibilité de l'information, nous proposons que soient appliquées d'ores et déjà certaines méthodes et règles qui assurent la liberté de presse »³⁹.

Plus de cent cinquante journalistes de différentes entreprises de presse s'associèrent à la contestation.

La réaction de certaines institutions politiques ne se fit pas attendre ; le document fut qualifié de subversif et une tension s'établit entre les deux parties. Le pouvoir considérait le document comme une « conspiration des Blancs ». Des cinq journalistes à l'origine de la pétition sur la liberté de la presse, en effet seuls Albino Magaia était Noir et Ricardo Rangel métis. Ceci renforça la fausse idée d'une manipulation orchestrée par les « gauchistes » blancs : Carlos Cardoso, Calane da Silva et Leite de Vasconcelos. Si les hommes politiques avaient été un peu plus attentifs, ils auraient compris que Carlos Cardoso n'était pas favorable à la création de médias privés. L'essentiel selon lui, « était que le pouvoir lève tous les obstacles à la pratique du journalisme, obstacles qui font croire à certains qu'une presse privée est, par définition, plus libre qu'une presse étatique »⁴⁰.

Mal compris, les journalistes décidèrent alors de s'adresser au président de la République, Joaquim Chissano, pour faire valoir leurs droits. Le 29 mai 1990, une réunion se tint entre le Président de la République et les journalistes. Après une forte discussion, qui se prolongea jusqu'au milieu de

39. A. MAGAIA, *Informação em Moçambique, A Força da Palavra*, Maputo, Publicações Notícias, 1994 : 136.

40. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso e a Revolução...*, op.cit. : 293.

la nuit, Joaquim Chissano accepta l'inclusion de la liberté de la presse et le droit du peuple à l'information dans le projet de la nouvelle Constitution. Et tout le chapitre sur la liberté d'expression fut écrit par Teodato Hunguana, juriste de formation, alors ministre de l'Information. Cet épisode montre l'ambiguïté du « parti-État Frelimo », réticent à l'idée d'une loi inspirée par les « gauchistes » mais capable d'élaborer une loi sur la liberté de la presse considérée comme la plus avancée d'Afrique.

Après un an de débat dans la presse, dans plusieurs réunions effectuées dans les entreprises étatiques et institutions de tout le pays, la nouvelle Constitution fut votée en novembre 1990⁴¹. Elle consacre dans l'article 74 « le droit à la liberté d'expression et à la liberté de presse ainsi que le droit à l'information ». Un Conseil supérieur des médias fut prévu pour garantir les droits énoncés dans la Constitution. La loi obligeait tous les médias à être enregistrés au ministère de l'Information et déterminait que seuls des Mozambicains pouvaient les posséder ou les diriger. Désormais, la presse indépendante était admise. Les journalistes libéraux, qui depuis quelques années cherchaient un espace pour s'exprimer, furent alors les premiers à se lancer dans la presse indépendante.

Cláudio JONE

Televisão de Moçambique (Maputo)
et Centre d'études des Médias
de l'Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3

Les opinions et analyses énoncées dans cet article, n'engagent en aucun cas la Televisão de Moçambique.

Révision et adaptation du texte, écrit directement en français par l'auteur, par Michel Cahen et Brigitte Lachartre. Le titre de l'article est de la rédaction, mais s'inspire d'une expression d'Armindo Chavane, journaliste mozambicain.

41. Cette discussion n'a concerné que les villes, la guerre empêcha sa tenue dans les zones rurales, ce qui retarda la compréhension des changements politiques dans les régions éloignées.
